

LE TEMPS

Le pouls de l'économie suisse – retrouvez les derniers chiffres économiques clés décryptés en graphiques



Voir l'inflation



Voir le commerce



Voir le PIB



Voir le chômage



Voir le tourisme

CYBERSÉCURITÉ ABONNÉ

Rufo Guerreschi: «Il faut combiner liberté civique et accès légitime aux données»

Comment concilier le respect de la vie privée et l'accès à des informations pour lutter contre le terrorisme? En redéfinissant les normes de sécurité informatique depuis Genève, estime le spécialiste de la démocratie numérique Rufo Guerreschi



L'accès des gouvernements à des informations sensibles devrait être décidé par une entité indépendante basée à Genève, estime Rufo Guerreschi, de la Trustless Computing Association. — © KEYSTONE/Nick Soland



Sébastien Ruhe

Publié mardi 22 juin 2021 à 20:57
Modifié mardi 22 juin 2021 à 20:57

Genève devrait accueillir une future organisation internationale qui superviserait les questions de sécurité informatique et d'accès aux données, estime Rufo Guerreschi, directeur de la Trustless Computing Association à Genève et activiste en matière de démocratie numérique. Il organise jeudi et vendredi une **conférence** en ligne sur la cybersécurité, avec notamment l'ancien responsable de la cyberdiplomatie de l'administration Obama, l'ex-directrice des affaires globales de Human Rights Watch ou l'ancien responsable du Centre pour la cybersécurité du WEF.

Lire aussi: [Loi sur le terrorisme: le débat manqué](#)

Le Temps: Quels problèmes tentez-vous de résoudre à travers cette conférence?



Rufo Guerreschi, Directeur de la Trustless Computing Association. © DR

Rufo Guerreschi: Tout appareil de communication peut être facilement piraté, par un gouvernement ou un groupe de criminels. C'est un avantage pour lutter contre le crime mais cela pose un problème majeur pour la démocratie et pour la sécurité publique. Les gouvernements et les organisations en faveur des droits civiques recherchent un équilibre impossible à trouver, considérant qu'il s'agit d'un problème à somme nulle. Durant notre conférence, nous lancerons une entité de gouvernance internationale qui assurera une liberté civique et un accès légitime et légal aux données.

Que peut apporter la technologie?

Dans le nucléaire ou l'aviation, des technologies ont été créées pour abaisser le niveau de risque; on compte par exemple un accident sur 16 millions de vols. Il n'empêche que chacun des 1,5 milliard de téléphones fabriqués chaque année peut être facilement hacké par un adolescent en Ukraine. La technologie ne peut pas tout.

Pourquoi?

Les hackers sont plus ingénieux, mais en vérité l'informatique et les normes qui la régissent ont été maintenues vulnérables afin que les agences de sécurité remplissent leur mission, qui est cruciale. Les gouvernements ne pouvant pas conserver leurs techniques de hacking, tout criminel peut les acquérir ou les louer, ce qui transforme notre monde en paradis du hacking.

Comment lutter contre cette situation?

En créant une entité indépendante qui certifierait le niveau de sécurité des différents appareils de communication, au niveau des logiciels comme du matériel. Cette entité basée à Genève déciderait également si un gouvernement peut accéder à des informations, à travers un système de jury qui examinerait les requêtes des différents pays et évaluerait si elles sont légitimes et légales. Dans notre projet, cette entité serait la future déclinaison de notre Trustless Computing Association et bénéficierait d'une gouvernance extrêmement solide.

Lire encore: [L'impact de l'innovation sur la cybersécurité](#)

